XVIe Année. — No 429 PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 12 Février 1916

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.—; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.—; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

La grande question

La guerre soulève et peut soulever les discussions les plus différentes et les plus vives, qui servent trop souvent non pas à éclairer mais à aveugler l'esprit de la masse. Elle offre, d'ailleurs, tant de motifs à tant de déviations !

Et pourtant une question bien simple et précise doit pour le monde du travail primer toutes les autres.

La guerre coûte horriblement cher. En plus des centaines de milliers de cadavres qu'elle entasse, des destructions inouïes qu'elle accomplit, elle vient de créer une dette fabuleuse, presque incalculable ! Malgré les ressources immenses dont les Etats modernes disposent, c'est la banqueroute du régime capitaliste si le travail se refuse à payer la casse.

Et pourquoi la paierait-il ? Lorsque les travailleurs ont dû quitter leurs familles et leurs occupations pour endurer les pires privations et les plus atroces souffrances, pour verser leur sang sans compter, cela ne s'est accompli qu'au nom de la défense d'un „ bien commun ".

La guerre terminée, il faudra pourtant le leur montrer ce „ bien commun ", ce prix de tant d'efforts et de victimes. Il faut qu'il existe, il doit exister, être tangible, percevable, profitable, aussitôt la paix rétablie, sans nul retard.

Malheur aux pauvres s'ils laissent aux riches le temps de se ressaisir, de se retourner, de rétablir telle quelle leur ancienne domination, aggravée par tous les maux de la guerre, sans exiger un règlement de comptes prompt et définitif !

Il n'y a pas d'illusions à se faire. Les peuples qui de toutes les richesses créées par eux ne possèdent rien, se verront au surplus écrasés par une dette de centaines de milliards engloutis par la boucherie. C'est eux qui auront à suer les intérêts fabuleux et dépassant déjà de beaucoup tous les budgets militaires d'avant la guerre additionnés, et dont la charge paraissait déjà avec raison insupportable.

Atroce ironie ! le „ bien commun " que tous les gouvernants montreront aux rescapés sera la dette publique atteignant des chiffres fantastiques. Les impôts augmenteront, la vie renchérira, la main-d'œuvre sera pressurée, plus qu'elle ne l'a jamais été !

Les niais qui nous parlaient de guerre de révolution comprendront-ils que celle-ci n'est certes pas dans la guerre elle-même, mais doit être voulue contre tous les oppresseurs et tous les exploiteurs dans chaque pays ?

Eh bien, pour que le travail n'ait pas à supporter pendant de longues années la dette formidable de la guerre, où prendra-t-il la richesse non seulement pour s'en débarrasser, mais pour trouver une compensation — qui lui est bien due ! — à l'énorme dépense de vies et d'énergies qu'il a fallu consentir ?

La grande question qu'il faut d'ores et déjà poser aux foules est celle d'une expropriation en proportion précisément avec les richesses gaspillées par le militarisme en action.

Il est bon de rappeler aujourd'hui que l'une des grandes causes de la Révolution française résida dans le fait que la bourgeoisie ne voulut pas se laisser écraser par la banqueroute financière de l'ancien régime. Elle réclama d'abord un parlement pour voter et répartir l'impôt avec un gouvernement responsable, mais cette mesure s'étant montrée insuffisante, elle déclara biens nationaux les biens du clergé et procéda à une vaste expropriation.

Avec quels biens allons-nous réaliser le „ bien commun " promis aux défenseurs de toutes les patries ? Quelle propriété allons-nous déclarer commune ? Comment préparer les voies et les moyens à notre expropriation ?

Voilà la question que tous les révolutionnaires doivent soulever et agiter au milieu des déshérités. Il n'y en a pas de plus urgente et de plus importante.

La fatigue, le dégoût, le mécontentement s'étendent de plus en plus. Les pauvres gens en ont assez de sang et de misères. Il faut grouper toutes les bonnes volontés, les forces dispersées, pour que les peuples n'acceptent pas sans autre leur triste destinée.

L'heure d'agir et de réagir va sonner. Au véritable héroïsme, volontaire et conscient, de saffirmer. Il faut retenir l'humanité au bord de l'abîme, pour la ramener sur la voie de la fraternité et de la justice.

Les peuples expient tous les hideux rêves de suprématie et de domination de leurs maîtres, auxquels ils ont servi d'instruments dociles dans leur ignorance et leur aveuglement.

Mais la voix de la solidarité, qui est la voix même de la vie va s'élever toute puissante. Elle demande que la richesse ne continue pas à être l'enjeu de perpétuelles luttes, mais devienne la garantie du bien-être de tous.

Vive la paix par le communisme ! L. B.

En passant

Une enquête.

Un journal français, les *Documents du Progrès*, a ouvert une enquête sur cette question : « Êtes-vous d'avis qu'il faut continuer la guerre, pour une période indéterminée, tant que l'écrasement de l'adversaire n'est pas réalisé, ou bien accepteriez-vous une paix durable réalisée par un accord mutuel et mettant la force de l'humanité unie à la disposition d'institutions juridiques communes, garantes du droit et du travail pacifique ? ».

Il a reçu de nombreuses réponses, dont la grande majorité — le contraire surprendrait — est d'avis qu'il faut aller jusqu'à « l'écrasement de l'adversaire ». Cependant, celle de M. Deloncle tranche avec cette opinion courante, et nous en tirons les lignes qui suivent :

Les responsabilités des gouvernements d'Autriche et d'Allemagne, qui ont déchaîné cette guerre, pèseront d'un poids formidable dans la balance de l'Histoire. Nous autres, — pacifistes, — qui condamnons le principe de la guerre, nous avons un devoir plus strict de les condamner, nous avons un droit plus sacré de les juger que n'en possèdent les chauvins des autres nations qui glorifient la guerre et flétrissent ceux qui agissent d'après leurs propres principes.

Combattons la gloire guerrière, mais ne méprisons pas les peuples que nous n'avons pas encore pu convaincre à ce jour. La vengeance nous déshonorerait...

Si nous continuions la guerre, si nous sacrifiions des hécatombes nouvelles, pour assouvir notre soif de vengeance, nous agirions mal envers les intérêts du genre humain. On parle des réparations à obtenir, des indemnités à exiger : le principe est juste, mais son application serait funeste. En continuant la guerre, nous accumulons tant de sacrifices nouveaux qu'il devient toujours de plus en plus difficile d'obtenir une réparation complète.

Unissons-nous avec ceux qui, n'importe où, luttent pour le même idéal. Qu'on aborde dès à présent cette œuvre immense ! Si de l'autre côté des barricades la bonne volonté fait défaut, il faudra continuer la lutte. Mais qu'on mette de côté tous les préjugés de la haine, qu'on vérifie d'abord si réellement cette bonne volonté n'existe pas.

M. Deloncle ne manque pas d'un certain bon sens. Seulement — et c'est là le hic ! — il sera condamné par beaucoup pour n'avoir pas voulu « renaître »...

La vie chère.

La presse ne se lasse point de nous montrer combien le coût de la vie subit une hausse toujours plus forte dans les pays où la guerre poursuit ses ravages. Elle nous dépeint la situation tragique des populations et pousse même jusqu'à stigmatiser les nombreux auteurs volontaires de ce renchérissement. Le but de la tactique est de nous convaincre que nous vivons sur un coin de terre qui, sans être un Eden, est néanmoins à l'abri de la spéculation et de la misère.

Or la réalité est tout autre. En Suisse, la spéculation œuvre au grand jour et la misère s'est fixée dans les foyers ouvriers. On ne saurait le nier. Depuis le commencement de la guerre, le coût de l'existence a subi une augmentation moyenne de 30 0/0 qui, pour beaucoup de régions, atteint le 40 0/0. Certaines denrées, et de première nécessité encore, ont monté jusqu'au 60 0/0. Ce n'est pas nous qui inventons ces chiffres ; nous les avons cueillis dans une statistique semi-officielle. Et puis, mieux que cela et plus probants sont les expériences mêmes des consommateurs. De tous côtés, ce ne sont que plaintes et lamentations basées sur des preuves irréfutables, sur des chiffres dont la brutalité est péremptoire.

A cette augmentation, correspond en général une diminution pareille des salaires. C'est-à-dire que, d'une part, la vie a renchéri du 30 au 40 0/0 et, d'autre part, les gains ont diminué dans une proportion à peu près semblable. Comblez le fossé, si vous pouvez, et dites encore que la misère n'a pas place chez nous.

Effets de la guerre, répondra-t-on, difficultés de ravitaillement. Peut-être, mais il n'en est pas moins vrai que les accapareurs sont légion. C'est ainsi que la *National Zeitung* nous apprend que

dans divers dépôts de Bâle se trouvent actuellement emmagasinées d'énormes quantités de saindoux de porc, de graisse de coco, etc. Mais ces denrées ne sont pas à la disposition de la consommation indigène, car on en exige des prix exorbitants. Ces jours derniers, par exemple, les détenteurs de ces matières grasses demandaient de 350 à 375 francs pour 100 kilos de saindoux, alors qu'il y a quelques mois la même quantité revenait à 180 ou 200 francs, ce qui représente en peu de temps une augmentation de 17,000 fr. par vagon. Certain grand commerçant refuse même de se défaire de sa marchandise, espérant en obtenir bientôt 500 francs par 100 kilos.

Il n'y a pas qu'à Bâle où se trouvent des entrepôts et où sont emmagasinées d'énormes quantités de marchandises n'attendant que le moment propice pour être mises sur le marché. Ces dépôts existent un peu partout. Ainsi le pétrole qu'on ne peut avoir chez les négociants, ne fait nullement défaut : il ne s'agit que de vouloir y mettre le prix. Il en est de même pour le sucre et d'autres denrées indispensables. Et en présence de cela, que fait l'Etat ? Il rempiit son rôle en protégeant les accapareurs et les spéculateurs.

Esprit nouveau.

Il court beaucoup de bruits par ces temps de guerre. Et les plus extravagants ont l'oreille du public alors que, chose curieuse, ceux qui touchent la réalité sont généralement méconnus ou victimes de l'indifférence. Depuis quelques jours, on chuchotait que l'affaire Egli-Wattenwyl avait provoqué un vif mécontentement parmi les soldats des divisions romandes, froissés de la partialité généreuse avec laquelle on traitait les deux officiers alors que tant de pauvres bougres ont eu à subir sans ménagements l'injustice active des tribunaux militaires. Tout en ajou-

tant que ce mécontentement allait se traduire par des actes, on était néanmoins porté à placer ces bruits dans le domaine de la fantaisie. Et pourtant cela est, puisque la chose est confirmée par la presse bourgeoise, entre autres par le correspondant de Berne au *Démocrate:*

Nous apprenons qu'un certain nombre de soldats des 1re et 2e divisions font circuler une déclaration dans laquelle ils affirment (nous citons à peu près textuellement):

« Nous n'entrerons pas au service avant que les colonels de Wattenwyl et Egli aient été condamnés. »

Nous ne pouvons encore connaître l'importance que l'on peut attacher à cette déclaration, mais il faut retenir l'esprit nouveau qu'elle apporte. Et cet esprit est que l'on ne veut plus être indifférents en face des abus et des injustices de la camarilla militaire — quels qu'ils soient. Que la tendance contenue dans le passage ci-dessus persiste et se propage, et c'en sera vite fait du sabre.

Le correspondant du *Démocrate*, on le conçoit, n'est pas très d'accord et, sans rompre en visière, il voudrait toutefois que ces soldats ne donnent pas suite à leur intention:

Nous ne saurions pas assez mettre en garde nos soldats romands contre une pareille manifestation, qui a tout l'air d'un « pronunciamento ». La félonie de deux officiers n'excuse pas l'indiscipline d'en bas. Si des soldats tiennent absolument à signer une déclaration, nous n'en voyons qu'une possible: « Nous entrons en service, mais nous déclarons que, jusqu'à ce que les deux officiers aient été condamnés, nous n'avons plus confiance dans l'état-major ».

Le correspondant se moque de ses lecteurs: il demande que les soldats signent une déclaration par laquelle ils s'engagent à se mettre sous les ordres d'un état-major qui ne possède plus leur confiance! C'est vouloir accorder gratuitement trop de naïveté aux pioupious.

G.

Et Louradour ?

Albert Louradour est toujours emprisonné et aucun communiqué le concernant n'a encore été fait à la presse. Son cas est pourtant très simple et l'enquête ne devrait pas exiger de très longs mois. A moins que l'autorité fédérale attende que l'agitation et les protestations prennent fin, que son nom soit complètement oublié, pour le livrer aux tribunaux militaires français. Tant d'événements se succèdent au jour le jour, pour captiver l'attention du public, qu'il est bien permis d'espérer qu'un malheureux ouvrier déserteur n'occupera pas la presse pendant longtemps.

Eh bien, cette fois-ci l'agitation ne paraît pas vouloir se calmer de sitôt. Un Comité d'action s'est même constitué à la Chaux-de-Fonds pour continuer à rappeler à l'opinion publique l'affaire Louradour.

Ce qu'il y a de plus odieux en Suisse, c'est bien le secret dont les poursuites politiques sont particulièrement entourées. Le code pénal fédéral date de 1852 et ne fait que reproduire presque entièrement un code allemand encore plus ancien. Il n'est pas difficile de comprendre l'esprit despotique dans lequel il a été conçu. C'est à tel point que les cantons ont été laissés libres de poursuivre d'après leur propre code de procédure, au lieu de s'en tenir à la loi fédérale. Oui, c'est un code allemand de la première moitié du siècle dernier qui est appliqué chez nous pour les délits d'opinion, et nous n'en demeurons pas moins le peuple le plus libre de l'univers!

Il y a à présent tellement de sujets de mécontentement que le Conseil fédéral ne voudra peut-être pas en ajouter un de plus en extradant Louradour. Mais il ne faut pas que le silence se fasse autour de lui et que la protestation s'affirme bien haut partout.

Depuis quarante jours l'ouvrier déserteur est emprisonné et une décision aurait déjà dû être prise à son égard. Veillons à ce qu'elle ne constitue pas une infamie de plus à l'actif de notre police politique.

Travailleur, ne sois pas soldat!

En vente au *Réveil*, 5 cent.

Le parti interventionniste en Roumanie

Voici un passage de la réponse, faite par C. Racovski, délégué du Parti social-democrate de Roumanie au Bureau socialiste international, au chef de cabinet de M. Jules Guesde, l'ancien député Charles Dumas, qui avait affirmé le devoir pour la Roumanie de participer à la guerre avec les alliés:

A la suite de la confusion que la guerre a provoquée et grâce à une campagne de presse sans scrupule, sans la moindre bonne foi, mais méthodiquement et savamment conduite, tout ce que nous avions de plus rétrograde, de plus taré, de plus compromis, est revenu à la surface, s'est réhabilité et a grandi à vue d'œil, jusqu'à jouer un rôle décisif dans la vie de ce pays. Les maîtres chanteurs de la presse jaune, les organisateurs des pogromes de l'antisémitisme roumain, les fusillenrs de paysans, les briseurs de grèves, communient tous, maintenant, dans le même « idéal national ».

A la tête du parti guerrier de la Roumanie se trouvent deux personnages dont les noms symbolisent, dans notre pays, la corruption et la réaction.

L'un c'est M. Take Ionesco — l'espoir de la Triple — maintenant la Quadruple-Entente, — l'homme qui a travaillé le plus pour corrompre les mœurs politiques de ce pays en faisant de la vénalité un principe politique — son arrivée au département des Finances a toujours été comparée au déversement du Nil, — l'homme aux ambitions vulgaires et d'une vanité démesurée, le politicien sans foi, sans convictions qui considère les programmes politiques comme autant de causes à plaider. Avide du pouvoir, il a cherché à être, en toutes occasions, du côté des vainqueurs, à courtiser les hommes du jour et à se donner ensuite pour leur ami, leur confident et leur inspirateur. Ses partisans sont fiers de son intimité avec Poincaré, qu'il tutoie, avec Sir Grey, auquel il donne des tapes amicales entre deux conseils sur la politique que doit suivre l'Angleterre. Jusqu'hier M. Take Ionesco était l'homme qui ne cessait de faire cas de ses amitiés allemandes, qui énumérait à chaque occasion, avec complaisance, le nombre des déjeuners qu'il avait pris avec Kiderlen-Wachter, d'Aehrental et autres. Escomptant la victoire des alliés, M. Take Ionesco est devenu maintenant leur homme et trouvant difficile un retour à ses anciennes sympathies, il menace, en cas d'échec de la Russie, de s'expatrier en Amérique, le peuple roumain perdant, pour ce « patriote », tout intérêt le jour où il n'aura plus l'espoir de revenir au pouvoir. Mais ce Tartarin, doublé de Bompard, qui songe déjà à sa retraite solennelle, possède aussi le sens pratique des deux célèbres méridionaux. De tous les hommes politiques roumains, c'est lui qui a compris l'importance de la grande presse et il a réussi, en se servant d'un ancien socialiste, C. Mille, à mettre la main sur deux journaux politiques des plus répandus qui, sous le masque d'indépendance, ne font que la réclame et la politique de Take Ionesco. Il a pu compenser ainsi la faiblesse de son parti, en hommes et en idées, par la corruption de la presse.

L'autre chef du parti guerrier c'est M. N. Filipesco, boyard de vieille souche, aux traditions de famille russophiles, l'homme aux idées les plus arriérées, détracteur de la démocratie, monteur de pogromes antisémites, organisateur de coups de force, amateur de jurons et de pugilat. Un véritable bonapartiste, un Morny qui n'a pas encore trouvé le Louis-Bonaparte pour *décembriser* la Roumanie, Les sympathies de M. Filipesco sont pour la Russie et pour... l'Allemagne. Pour la République française, il a l'aversion du hobereau.

Voilà, cher ami, les hommes avec lesquels vous voulez qu'on fasse triompher la démocratie, la probité et le socialisme!

Ajoutons, pour conclure, que nous croyons que les grands partisans de l'alliance avec les empires centraux doivent être du même tonneau que Take Ionesco et N. Filipesco.

Polémique syndicale

Nous avions tronqué une polémique à propos du mouvement syndical suisse et des grandes fédérations centralistes, imposant l'organisation obligatoire avec amendes, poursuites, interdictions, etc., après avoir appris, dans notre ignorance, que si rien ne marchait plus, tout était pour le mieux quand même. A cela, il devenait évidemment impossible de répliquer quoi que ce soit.

Mais pour prouver aux camarades que dans nos critiques, nous restons toujours en deça de la vérité, voici ce que l'un des permanents de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers, A. Grospierre, écrit dans le *Métallurgiste:*

L'année 1914, qui devait réserver au monde tant de surprises dans ses derniers mois, n'a pas ménagé non plus les complications au mouvement ouvrier suisse.

La Revue syndicale publie plusieurs tableaux dont les chiffres jettent une grande lumière sur ce sujet si intéressant. Mais ces chiffres permettent en outre de se rendre compte de la valeur intrinsèque des sentences qui nous ont valu tant de disputes au sein même de notre mouvement syndical.

Il s'agit des fédérations centralisées et à bases multiples, ainsi que des syndicats isolés et des fédérations sans services de secours spéciaux. La conclusion générale est la suivante: la petite organisation isolée disparaît dans la tourmente; les grandes organisations centralisées, mais sans secours de chômage et maladie, ont dû fusionner pour ne pas sombrer.

Toute argumentation spécieuse ne servira qu'à faire valoir les circonstances, mais nullement à diminuer en quoi que ce soit la portée de ces conclusions.

M. Grospierre, qui nous paraît doublement gros, pense porter ainsi un coup de massue à ses adversaires et ne s'aperçoit pas qu'il proclame, au contraire, le néant des organisations dont il est le défenseur.

Glissons sur l'affirmation: « la petite organisation disparaît ». Il en est ainsi, sans doute, si la petite a la même mentalité que la grande; mais non pas par nous ne savons quelle loi fatale.

Restent les grandes et puissantes fédérations centralisées à souhait. Eh bien, elles sombrent aussi, si elles n'ont pas de secours de chômage et maladie.

Cela veut dire, à n'en pas douter, qu'il n'y a pas de lien syndical. Tous les ouvriers peuvent être syndiqués par force, par dizaines de milliers, sans qu'il existe de syndicat à proprement dire. Ils ne se sentent réellement groupés qu'autour d'une caisse, comme des assurés ayant payé leur prime à une société d'assurance et ne voulant pas la quitter au moment de toucher celle-ci. Là où il n'y a pas de caisse de secours, faute d'idée et de but, la désagrégation se produit au moment où le besoin d'union devrait se faire le plus sentir. Et pour ces étranges syndiqués le qualificatif de « conscients » a été expressément réservé! Il serait cruel d'insister.

Toute l'étude, la tactique, la science et la pratique de nos incomparables permanents nous ont vraiment donné un admirable résultat.

Ce gros Grospierre qui nous dit, en somme: « Pas d'organisation en dehors des secours mutuels » — et cela dans un pays donnant des majorités socialistes, prouve le néant de tout mouvement qui ne s'inspire pas de principes bien précis, excluant toute contradiction entre les moyens et le but à atteindre.

⁂

Nous nous rappelons aussi de quelques syndicalistes à outrance, qui raillaient parmi nous les groupements d'idées, leur opposant les groupements d'intérêts. Comme si pour bien comprendre son intérêt, il ne fallait pas d'abord en avoir l'idée quelque peu exacte!

Toute vérité est, elle aussi, relative. Les intérêts guident le monde, mais seulement les intérêts dont les « intéressés » sont conscients. Quel intérêt plus universel que celui du travail et pourtant nous le voyons constamment sacrifié au profit du capital, faute de compréhension chez les travailleurs. Il ne faut pas oublier non plus, qu'avec les intérêts d'ordre économique, il y en a d'ordre moral, dont nous ne devons pas méconnaître l'importance aussi.

En attendant, constatons que nos petits groupements d'idées ont fait meilleure contenance en face de l'immense catastrophe que les groupements d'intérêts. C'est du moins le fait que nous avons pu vérifier en Suisse, et malgré les entraînements et les errements de quelques-uns, notre propagande paraît devoir prendre un nouvel essor.

Le droit à la peur

Que nos lecteurs se reportent aux dernières années ayant précédé la guerre ou remontent même tout le cours de leur vie pour se demander ce dont l'éducation officielle et celle de l'église se préoccupaient surtout et partout — la réponse ne saurait être douteuse. Elles visaient à inspirer le respect des institutions et des maîtres; mais comprenant très bien qu'à la réflexion ni les unes ni les autres ne sont guère respectables, tout était mis en œuvre pour faire naître et entretenir chez les individus la peur, avec l'acceptation du mal pour ne pas être frappé du pire.

L'appareil policier et judiciaire avait été de plus en plus perfectionné avec un soin tout particulier, mais il se trouvait toujours quelque mufle pour trouver que le glaive de la loi n'était pas encore assez tranchant. La principale arme de gouvernement et d'exploitation restait ainsi la peur.

L'ouvrier devait trembler devant le patron et avoir la peur, s'il venait à se mettre en grève, de se voir jeter sur le pavé ou appréhender par la police; le locataire devait craindre le propriétaire et ne pas le blesser par l'affirmation d'idées subversives; les enfants et les femmes avaient à fréquenter l'église pour ne pas se faire d'ennemis dans le monde aussi bien pensant que puissant. La vie entière devait se passer dans une perpétuelle alarme, à moins de faire preuve de la soumission la plus complète. Et le pauvre monde se faisait toujours plus petit dans le perpétuel souci de ne s'attirer aucune réprobation ou châtiment. Les parents ne craignaient, d'ailleurs, rien tant que leur progéniture ne fût pas assez timorée.

De cette éducation à la peur, nous avons tous plus ou moins gardé les stigmates. Et même parmi nos camarades, il n'est pas rare d'entendre exprimer des craintes, fondées si l'on veut, mais qu'il faudrait quand même savoir surmonter. Le socialisme parlementaire ne doit certes pas son succès à une vertu intrinsèque quelconque, mais à la peur du socialisme véritable et par sa nature même révolutionnaire.

Gardes, gendarmes, policiers, huissiers, magistrats, surveillants, directeurs, contre-maîtres, chefs de tout grade ne devaient-ils pas tendre à maintenir la peur dans le troupeau? Et cette peur ne formait-elle pas, en somme, l'une des bases de tout le régime? Peur de perdre son gagne-pain, de ne pouvoir nourrir sa famille ou d'avoir à l'abandonner; peur des répressions de la loi et de l'autorité patronale; peur de heurter l'opinion publique, de manquer des recommandations nécessaires de personnes influentes; peur d'être soi même, d'accuser quelque angle ou couleur au lieu de se fondre complètement dans l'innommable amas incolore où la vie ne s'accuse que par un grouillement obscur.

La peur régnait et nos bourgeois y tenaient tellement, qu'à peine elle paraissait tant soit peu diminuer du fait de quelques indisciplinés, ils réclamaient sans autre contre ces derniers son superlatif, la terreur!

Mais voici qu'un vilain jour nos maîtres décident de déchaîner le grand fléau: la guerre. Et de suite la „ crainte du danger ", grâce à laquelle seulement ils oppriment et volent le bon peuple, devient une lâcheté. Les mêmes travailleurs, qui, hier, devaient frémir à l'idée de quitter leur famille, d'abandonner leur place à l'atelier, de se trouver mêlés à la moindre grève, manifestation ou bagarre, les mêmes individus pour qui la sagesse consistait surtout à ne rien dire, rien oser, à s'effacer, à se retirer, à s'humilier, à se plier, doivent éprouver les plus hauts sentiments de dignité, de fierté et d'indépendance, sentir leur sang bouillonner sous tout affront, ne tolérer aucune usurpation, se transformer de moutons en lions, rugir au lieu de bêler, courir les plus effroyables risques au lieu de se garer prudemment, être des héros pour leurs maîtres après en avoir été si longtemps les très dociles et bonnes bêtes de somme!

En avant! La vie ne vaut pas la peine d'être vécue sans la liberté! Nul danger ne doit plus arrêter l'individu dans sa lutte contre l'envahisseur, l'ennemi, l'oppresseur!

Très bien! très bien! Mais qui s'est emparé des maisons du peuple, a usurpé la terre et les produits du peuple, qui le maintient dans un état perpétuel d'infériorité et de dépendance, qui entrave son développement physique et moral, qui s'oppose à son bien-être, si ce n'est la classe privilégiée de chaque pays monopolisant la richesse, accaparant le sol, les matières premières, les moyens de production, de consommation et d'échange?

Pourquoi l'héroïsme aujourd'hui admirable contre l'ennemi de l'extérieur était-il hier un crime contre l'ennemi de l'intérieur?

Quant à nous, nous n'avons jamais compris comme à présent la „ crainte du danger " de la part du peuple. Nous réclamons pour lui le droit à cette peur dans laquelle il a été élevé. Ah! qu'elle est bien justifiée la peur de la boucherie immonde pour les financiers et les rois, sans une grande revendication populaire, sans un idéal de justice sociale!

Comment ne pas craindre la mort qui va priver les siens de leur principal soutien, alors que rien ne permet d'entrevoir l'avènement d'un haut principe de solidarité garantissant le bien-être de tous dans l'égalité!

Comment ne pas craindre la mort en face de la spéculation la plus hideuse sur les nécessités même de la guerre, s'étalant au grand jour sans qu'un irrésistible mouvement d'indignation ne l'arrête de sitôt?

Comment tout braver, tout endurer, tout souffrir, tout risquer, avec le seul espoir que ce sera bientôt la fin? Et cet espoir aussi — navrante ironie! — paraît s'éloigner de plus en plus.

Oui, c'est l'heure où la crainte peut bien étreindre tous les cœurs! Mais la grande idée ne va-t-elle pas bientôt surgir et resplendir aux yeux de tous les combattants, l'idée que l'immense holocauste ne saurait être absolument vain et qu'il faut un but commun et universel à atteindre pour que le salut redevienne possible?

Il n'est plus permis de croire aux miracles, mais n'est-ce pas un miracle que des millions d'hommes persistent à s'entretuer malgré eux sur l'ordre d'une poignée de fous et de canailles? Et l'effort de tous ne serait-il donc plus à espérer que pour la destruction et la mort?

Non, que la masse sente la nécessité de la grande rédemption humaine et rien ne pourra lui résister. Jusque là, nous comprendrons trop bien la peur.

L. B.

NOTES EN MARGE

Pour combien de temps?

Nous avons vu, de nos propres yeux vu, des officiers hautains, fringants et brillants, longeant les boulevards au milieu d'un public hostile, qui les dévisageait avec quolibets et sourires, insultes et gestes de mépris. Ces êtres éperonnés, bottés, le sabre au flanc, ne soulevaient que risée et dégoût. Hommes, femmes et enfants paraissaient nourrir à leur égard un identique sentiment de réprobation et de répulsion.

Notre rêve d'antimilitaristes allait-il donc se réaliser? Et quel profond bonheur n'aurions-nous pas éprouvé, si nous avions pu croire à un résultat définitivement acquis!

Cela n'aura très probablement qu'un temps, mais il est toujours doux de voir l'un de nos plus grands espoirs devenu possibilité, fût-elle même momentanée.

Et pourtant, si c'était bien vrai? Après tout le militarisme en a assez fait pour que tout le monde en soit révolté à jamais.

Attentats

Depuis le début de la guerre, il s'est produit en trop de pays et dans trop de cas des explosions de fabriques, de chantiers et de navires, dont les causes sont demeurées mystérieuses, pour les attribuer toutes à de malheureux hasards. Il y a des hommes prêts à courir isolément les plus grands risques pour servir la cause de leur Etat. Et dans cet Etat, ils sont considérés comme des héros, même si leur attentat a coûté la vie à des innocents, à de non combattants.

Faut-il rappeler maintenant les indignations, réprobations, malédictions qu'avaient suscitées les attentats anarchistes dans le monde entier? La plupart n'avaient pourtant fait d'autres victimes que celles visées et représentaient une résistance justifiée à une sanglante réaction.

Et que dire de certains socialistes faisant chorus avec la police internationale pour condamner la violence anarchiste, sans se demander comment ils allaient résister au déchaînement de la violence étatiste, lorsqu'il plairait aux gouvernants d'y recourir.

Que de gens regrettent et nous reprochent même notre inaction d'aujourd'hui! Acceptons l'hommage indirect rendu ainsi à nos martyrs.

Unité nationale.

Cette fameuse unité paraît fort compromise en Suisse. Il suffit de lire les violentes polémiques entre journaux bien pensants pour s'en rendre compte.

Un jeune homme, à Lausanne, ayant arraché le drapeau du consulat allemand, la presse en a fait un cas d'une gravité extraordinaire. Pour peu, on oubliait les quelques millions de victimes que nous avons eues au cours des dix-huit derniers mois.

M. le colonel Secrétan, s'étant vu presque accusé d'avoir joué le rôle de provocateur ou d'instigateur même, à cause de ses opinions nettement francophiles, a fait cette réponse topique:

Nos amis de l'autre côté de la Singine ont la mémoire bien courte. Il nous souvient qu'il y a quelques mois à l'extrême frontière, au milieu de la nuit, un lieutenant de dragons, revenu ivre d'un festin, fit relever le poste dont il était le chef et commanda à ses hommes un exercice à feu contre la gare française de Delle... Cet officier n'a-t-il pas plus gravement manqué à son devoir de neutralité qu'il était chargé de couvrir que les jeunes gens de la rue Pichard? Voyons?

Pourquoi aucun journal de la Suisse allemande, sinon la presse socialiste, n'a-t-il protesté contre le méfait de Delle et l'impunité dont il a été couvert?

Ainsi un officier saoûl a ordonné, au milieu de la nuit, un exercice à feu qui aurait pu avoir les plus graves conséquences, sans être le moins du monde inquiété! Placé à l'extrême frontière, il avait une grave responsabilité, et s'est comporté comme une brute et un fou tout à la fois.

Mais que penser des hommes, placés sous ses ordres, qui lui ont obéi, sinon que dans notre armée de milice comme dans n'importe quelle armée le soldat terrorisé devient un instrument aveugle?

Monsieur Secrétan, vous avez raison! Mais comme ce militarisme est un peu votre œuvre et que vous avez été parmi les plus farouches à le couvrir, à le défendre et à ne pas permettre qu'on le discutât, vous avez aussi tort... beaucoup plus tort que raison!

Groupe „Entre nous"

Dimanche 20 février, à 3 heures de l'après-midi, Salle du café Vigny, boulevard du Pont-d'Arve (coin de la rue Dancet),

CAUSERIE

par le camarade de Spengler, sur:

Le Théâtre social

Une partie concert suivra la causerie.
Invitation cordiale aux camarades.

La victoire de Tous

Guerre, Paix et Révolution

Ah! mes amis, rien ne déprave comme le succès! Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir; soyons toujours vaincus!

Elisée Reclus.

Edition du „ Réveil "
Genève, rue des Savoises, 6

Prix: 10 cent.

Militarisme

Poincaré — Delcassé

Nous n'avons pas la naïveté de croire — et heureusement pour nous — que l'écrasement des armées allemandes amènera la disparition du militarisme. Et nous ne sommes pas tombés dans ce cri de ralliement trouvé par l'autocratie, le royalisme et la bourgeoisie des pays ententistes pour réaliser chez eux l'union entre les diverses classes. Chaque fois que les maîtres ont voulu se servir des peuples, ils les ont toujours subjugués par de grandiloquentes formules.

L'Allemagne a, la première, déclanché la formidable machine meurtrière. C'est un fait. Mais si, surpris malgré tout par ce qui était prévu pour un jour ou l'autre, nous avons pu être désorientés par le fait brutal, le temps nous a néanmoins permis d'opérer un retour sur nous-mêmes et d'élargir le champ des responsabilités.

Certes, nous nous garderons bien de prendre la défense des dirigeants allemands qui, avec leurs alliés de la social-démocratie, sont de parfaites canailles. Mais ils ne sont pas les seuls responsables d'un état de choses créé par ce besoin de domination qui règne — quoi qu'on puisse dire — aussi bien en France, en Angleterre, en Italie qu'en Allemagne. Car ce n'est certes pas pour le bien de la civilisation que les Français ont opéré au Tonkin, à Madagascar, au Maroc ; que l'Angleterre a égorgé les républiques sud-africaines et installé la famine aux Indes ; que l'Italie a été en Tripolitaine et qu'à l'heure actuelle encore elle est en froid sérieux avec ses « alliés » de la Serbie et du Monténégro ; que la Russie veut ou voulait s'asseoir à Constantinople. C'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue et tirons la conclusion que les dirigeants de tous les pays sont de même essence, commandés qu'ils sont par le capitalisme national et international des intérêts duquel ils ont la garde. Ou bien, est-ce qu'un crime perd de son horreur en proportion du nombre de kilomètres qui nous séparent du lieu où il est perpétré ?

Déjà des importants journaux ententistes, fidèles reflets des gouvernants, et certains de la défaite allemande, prennent les devants pour préparer l'opinion à un non-acheminement vers le désarmement. Après le militarisme allemand, il faudra songer au militarisme jaune. Parfaitement. Etudiant la situation en Chine où, malgré de graves crises intérieures, se dessine un sérieux mouvement de préparation militariste, mettant en évidence — à l'aide de circonlocutions, naturellement — la forte puissance japonaise, ces journaux en arrivent à craindre que les sacrifices consentis pour écraser le militarisme prussien le soient un peu en vain en présence du danger asiatique. Voilà qui est suffisamment clair pour enlever bien des illusions à ceux qui ne veulent comprendre que le militarisme ne peut disparaître qu'avec le capitalisme, au sort duquel il est intimement lié.

⁂

D'autre part, au sujet de la démission de Delcassé, le francophile *Genevois* a, en plusieurs articles, nettement montré qu'une part de responsabilité retombait sur le président Poincaré « qui apparaissait aux chauvins devoir être le président sous le septennat de qui l'on aurait « la revanche ». C'est là un fait acquis. Quoi de surprenant, dès lors, que, de l'autre côté du Rhin, on eût commenté cette élection en y attachant un sens belliqueux ? » Et c'est Poincaré qui a envoyé Delcassé en qualité d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, nomination qui ne pouvait qu'avoir le caractère d'une provocation :

En quoi la France eût-elle été moralement amoindrie si l'on se fût abstenu d'envoyer à Pétersbourg une personnalité connue à Berlin pour avoir voulu, déjà en 1905, déclancher la guerre contre l'Allemagne ? La nomination de M. Delcassé avait, qu'on l'eût prémédité ou non, le caractère d'une provocation.

Certes, la France n'avait pas à se laisser dicter le choix de ses ambassadeurs par l'Allemagne ; mais il y a de la marge entre se laisser dicter ses choix et faire un choix qu'on sait devoir être interprété comme une menace par un puissant voisin. Et surtout qu'en l'occurrence, la personnalité de M. Delcassé ne s'imposait nullement. Il était impossible que M. Poncaré ignorât que M. Delcassé avait, en 1905, failli précipiter la France dans une catastrophe qui eût été sa ruine certaine, et que la présomption funeste du ministre s'était aggravée de la manière qu'il avait, qu'il a toujours eue, et qu'il a conservée (on l'a vu récemment encore dans l'affaire des Balkans), d'agir à l'insu de ses collègues et même du président du Conseil.

Dans un second article, le *Genevois* revient sur le caractère de provocation qu'avait la nomination de Delcassé :

Qu'on l'eût voulu ou non, pareil choix devait être considéré à Berlin comme une provocation, et jeter le Kaiser, encore hésitant, dans le parti de la guerre.

Et dans un troisième article, il insiste sur ce point :

A peine la transmission des pouvoirs présidentiels effectuée, on annonçait que M. Delcassé irait à Pétersbourg en qualité d'ambassadeur (20 février 1913). Ouvrons le « Livre jaune » : nous y trouvons une dépêche de M. Cambon, ambassadeur de France à Berlin, qui rapporte (à la date du 22 octobre 1913), un entretien qu'aurait eu, quinze jours auparavant, le Kaiser avec le roi des Belges, en présence du chef de l'état-major Moltke. Qu'a dit Guillaume II ? Qu'il considérait désormais la guerre comme inévitable. Et il a cherché à préparer Albert à l'invasion de la Belgique... M. Cambon note dans sa dépêche que les sentiments du Kaiser ont évolué, qu'il est entré dans le parti de la guerre après avoir été longtemps dans le parti de la paix. M. Cambon est caution peu suspecte en l'occurrence. Ce n'est pas moi, c'est lui qui constate l'évolution dans les sentiments de Guillaume II. N'a-t-on pas le droit de penser qu'il y eut entre cette évolution et la nomination de M. Delcassé quelque corrélation ? Pour le nier, il faut nier d'abord que Guillaume ait évolué et prétendre ne voir, dans sa longue attente pacifique, qu'une hypocrisie belliqueuse qui attendait son heure. Mais M. Cambon n'était-il pas bien placé, lui, pour être renseigné ? Et n'était-il pas assez fin pour discerner le vrai du faux ?

La guerre a été voulue par l'Allemagne impérialiste, préparée par elle — et par elle seule ; si l'on en eût cru la camarilla militariste, l'explosion se fût produite il y a plusieurs années déjà, mais alors l'empereur hésitait. Il est acquis qu'il n'entra dans le dessein belliqueux de son entourage qu'en 1913, année de l'élection présidentielle en France et de la nomination de M. Delcassé à Pétersbourg. Une autre politique extérieure de la France eût-elle empêché la guerre ? *On ne peut répondre.* Si l'on veut mon impression, je déclare que je crois que la guerre n'eût pu être conjurée. Mais j'ai aussi la conviction que Guillaume II eût hésité, et encore un peu de retard dans sa résolution, c'eût été énorme pour la France — qui réorganisait et accroissait ses forces.

En reproduisant ces extraits du *Genevois*, nous répéterons que nous ne cherchons pas à défendre le Kaiser et sa bande. Mais ils nous apparaissent déjà comme une preuve de plus que les responsables de la catastrophe ne sont pas tous outre-Rhin, et que l'Allemagne peut se permettre de prétendre au rôle de la victime attendue au coin du bois, assénant un formidable coup sur la tête de celui qui espérait lui tordre le cou. V. P.

Confusionnisme

Nous extrayons d'une correspondance de Berne, au *Journal du Jura*, du 28 janvier dernier, les lignes suivantes qui ne manquent pas d'une certaine saveur :

Les temps actuels produisent d'étranges situations. La rafale qui ravage l'Europe jongle avec les hommes et leurs idées. Les plus clairs esprits s'embrouillent et se contredisent. Les plus tendres amitiés se brisent et le compagnon d'hier devient l'ennemi juré de demain.

Nous voyons un colonel Secretan, champion de l'extrême militarisme suisse, s'évertuer depuis 18 mois à foncer sur le militarisme prussien, qu'il accable de sa haine. Chez nous, il exécre le réfractaire et la vue seule de M. Naine lui donne des nausées. Je crois bien par contre qu'il bénirait volontiers tous les réfractaires allemands, tous les embusqués de Prusse et leur décernerait une auréole d'humanité, de justice même, qui sait ? M. Secretan n'a pas eu non plus un mot de blâme pour les jugements iniques, vexatoires, contraires à nos institutions, que cent conseils de guerre ont rendus contre des citoyens suisses, affligés de la situation peu intéressante de simple soldat ou de sous-officier. Ces excès-là de notre militarisme il les subit sans protester, même il les approuve, comme des manifestations du principe de l'« ordre ». L'ordre sacré qui veut que les petits subissent l'injustice en silence, qui veut aussi qu'on respecte l'officier, même indigne et immoral, comme une émanation du Pouvoir, le pouvoir exercé par ceux qui possèdent et qui ont toujours raison.

Et subitement, nouveau changement à vue, M. Secretan devient sévère : sévère même envers des officiers, voire des colonels. C'est que ces messieurs ont rendu service au militarisme prussien, et voilà ce qui est mal, très mal. En Prusse, c'est réputé vilain de martyriser le soldat, de le mépriser et le traiter à coup de bottes, il est inique de le juger d'après un code étroitement aristocratique, d'en faire un mannequin sans volonté, sans droits, sans considération... tout cela n'est admissible que pour le soldat suisse ! Gare à l'officier qui favorisera en Prusse le militarisme qui est sensé faire le bonheur, la force, l'honneur de la Suisse. Tel M. Secretan comprenant aujourd'hui dans une même réprobation le colonel de Wattenwyl, militariste avéré, et le réfractaire Naine antimilitariste non moins avoué. Comment va-t-il sortir de là ? Après tout, c'est son affaire.

Peut-être bien, comme il est honnête homme et intelligent, sera-t-il demain moins éloigné du compagnon Naine qu'il l'était hier, à mesure qu'il s'aperçoit de l'étroite parenté qui existe entre les militarismes prussien et suisse !

Nous nous permettons de faire remarquer que Naine ne mérite certes pas d'être appelé « compagnon », car rien ne permet de confondre un conseiller national avec un anarchiste. Secretan et Naine peuvent, d'ailleurs, s'entendre d'une façon toute simple et naturelle. En effet, le dernier manifeste socialiste à la classe ouvrière ne condamne nullement le militarisme et se borne à exprimer, en la soulignant dans le texte, cette crainte : « Une hiérarchie « militaire ruinant le bon esprit de l'armée « deviendra toute puissante. »

Pourquoi M. le colonel Secretan voudrait-t-il cette ruine, et ne souhaiterait-il pas, au contraire, une hiérarchie militaire capable de maintenir « le bon esprit de l'armée » comme dans le passé ?

Il se crée dans la vie publique des légendes, qui ont la vie dure et survivent même aux plus formidables démentis. Allons-nous entendre reprocher encore au socialisme parlementaire son manque de patriotisme et sa haine du militarisme ? Pour un comble, ç'en serait un, surtout après tout ce que la guerre nous a montré.

BILAN DU " RÉVEIL "

Recettes

Vente journaux et brochures :

Bellinzona, 1.50 ; Bienne, 17.55 ; Bournemouth, E. T. 9,10 ; Genève, 20.25 ; Lachen-Vonwyl, 4.— ; Le Locle, 10.— ; Londres, V. S. 1.— ; St-Blaise, 4.50 ; St-Denis, 1.— ; St-Gall, 10.55 ; Uster, 3.25, M. G. 2.—, All. 1.40 ; Winterthur, M. G. 7.50 ; Zurich, Cav. 4.—.

TOTAL Fr. 97.60

Abonnements :

Bellinzona, P. P. 3.—, V. G. 3.—, C. N. 3.—, C. C. 3.— ; Genève, K. 3.—, Mme J. 4.—, Bl. 5.—, E. V. 3.—, Cer. 1.50 ; Giubiasco, S. F. 2.— ; Goldach, A. F. 5.— ; Ravecchia, G. A. 3.— ; St-Gall, M. G. 2.— ; Vevey, G. P. 1.50 ; Zurich, J. M. 3.—, M. Br. 5.—.

TOTAL Fr. 50.—

Souscription :

Bellinzona, C. C. 2.— ; Bienne, Révolté, 2.— ; Genève, Cl. L. 5.—, E. St. 5.—, Tar. 0.50, Bon. 1.—, Busc. 1.50 ; Lachen-Vonwyl, Sp. G. 6.— ; Londres, Groupe Rév. Intern. 48 80 ; Narbonue, Prats 5.—, Picco 2 50, Letimid 2.50 ; Schaffhouse, Gruppo Libert. 2.— ; Uster, Flora 2.— ; Vevey, Synd. aut. M. et M. 10.— ; Zurich, Festa 22 gennaio 200.— ; Rev. 10.—, Zan. 2.—, Cav. 2.—, V. S. 5.—, M. Br. 2.—

TOTAL Fr. 316.80

TOTAL des recettes au 9 février Fr. 464.40

Dépenses

Journal nº 429	162.—
Frais de poste	53.30
Brochure *Les grandes religions*	20.—
Déficit du numéro précédent	84.55
Total des dépenses	319.85
EN CAISSE	144.55

Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.